

Dépenses des administrations publiques

Les administrations publiques sont chargées d'assurer la fourniture à la population d'une série de biens et de services, dont un certain nombre relèvent de la compétence exclusive de la puissance publique, comme par exemple l'administration du système judiciaire. Certains autres de ces biens et services peuvent être fournis à la fois par les administrations publiques et par d'autres entités (par exemple, les soins de santé), et l'offre publique peut varier considérablement d'un pays à l'autre. Les pouvoirs publics s'efforcent également de redistribuer les richesses, au travers notamment de dispositifs de prestations sociales et de subventions. Les dépenses publiques des pays Membres de l'OCDE sont principalement axées sur la prestation des services publics et les transferts de revenu au sein de la société. Elles varient généralement moins que les recettes publiques du fait de leur moindre sensibilité aux reprises et aux ralentissements de l'économie. L'une des principales raisons à cela est qu'un certain nombre de ces dépenses s'inscrivent dans le cadre de politiques à long terme qui garantissent aux citoyens certains droits, comme par exemple l'éducation primaire pour tous.

En 2019, les dépenses des administrations publiques s'élevaient en moyenne 40.8 % du PIB dans les pays membres de l'OCDE. Dans 27 des 36 membres de l'OCDE, elles représentaient entre 35 et 50 % du PIB. 9 des 10 membres de l'OCDE affichant les dépenses publiques les élevées étaient des pays européens. Les dépenses des administrations publiques ont crû en pourcentage du PIB en 2020, et ce dans l'ensemble des 26 pays pour lesquels des données sont disponibles. En moyenne, à l'échelle des 22 pays de l'OCDE-UE, elles ont gagné 7 points de pourcentage du PIB entre 2019 et 2020. Cette augmentation en pourcentage du PIB est la résultante à la fois des dépenses massives engagées par les pays dans les soins de santé et l'aide au revenu pour les citoyens et les entreprises en 2020 du fait de la pandémie de COVID-19, et de la chute du PIB provoquée par la crise (graphique 2.22).

En 2019, les dépenses des administrations publiques par habitant s'élevaient en moyenne à 19 587 USD (en parité de pouvoir d'achat ou PPA). Dans 28 des 36 Membres de l'OCDE, elles se chiffraient entre 12 000 et 28 000 USD PPA par habitant). Aux extrêmes, les différences observées sur l'année s'expliquent en partie par les écarts de revenu par habitant entre les pays. Les trois pays de l'OCDE aux dépenses publiques par habitant les plus faibles (Colombie, Mexique, Turquie) étaient aussi 3 des 4 pays de l'OCDE au revenu nominal par habitant le plus bas. Les deux pays aux dépenses publiques par habitant les plus importantes (Luxembourg, Norvège) étaient également 2 des 4 pays de l'OCDE au revenu nominal par habitant le plus élevé. Entre ces deux extrêmes, les différences tiennent également à certains choix politiques. Par exemple, la France se classait au 16e rang des Membres de l'OCDE au revenu nominal par habitant le plus élevé en 2019, mais au 7e rang en ce qui concerne le niveau de dépenses publiques par habitant. Ce résultat s'explique par un secteur public plus important et une offre publique de biens et de services plus fournie que dans de nombreux autres pays. Avec la riposte à la crise de la COVID-19, les dépenses des administrations publiques par habitant ont crû en 2020, et ce dans l'ensemble des 26 pays pour lesquels des données sont disponibles. Dans 16 d'entre eux, elles ont gagné plus de 2 000 USD PPA par habitant (graphique 2.23).

Sur la période 2007-19, le taux de croissance annuel des dépenses publiques réelles par habitant s'affichait en moyenne à 1.2 % parmi les pays de l'OCDE, avec 32 des 35 pays qui ont connu une croissance moyenne positive de leurs dépenses par habitant durant cette période. Les taux de croissance ont fortement augmenté en 2020. Parmi les 26 pays pour lesquels des données sont disponibles, tous affichent un taux de croissance de leurs dépenses publiques réelles en hausse sur l'année. En moyenne, dans les 22 pays de l'OCDE-UE, ce taux

de croissance ressort à 7.65 % sur 2020, contre une moyenne de 0.95 % au cours de la période 2007-19. Les taux de croissance les plus élevés sont ceux de la Lituanie (moyenne de 2.9 % annuellement durant la période 2007-19 contre un taux de 24.5 % en 2020) et du Canada (moyenne de 1.0 % annuellement sur le période 2007-19 contre un taux de 19.5 % en 2020). Ces chiffres ont été directement impactés par la crise de la COVID-19, les pays ayant été amenés à mobiliser des budgets importants pour leurs plans de soutien aux soins de santé et aux fins d'autres mesures nécessaires pour gérer des effets de la crise (graphique 2.24).

Méthodologie et définitions

Les données relatives aux dépenses publiques sont tirées de la base de données des *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*, qui sont établies conformément au *Système de comptabilité nationale (SCN)* ; ce dernier constitue un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre du SCN 2008 est désormais en vigueur dans tous les pays de l'OCDE (voir l'Annexe A pour plus de précisions). Selon la terminologie du SCN, les administrations publiques se composent de l'administration centrale, des administrations des États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Les dépenses comprennent la consommation intermédiaire, la rémunération des personnels, les subventions, les revenus de la propriété versés (dont les paiements d'intérêts), les prestations sociales, les autres dépenses courantes (essentiellement les transferts courants) et les dépenses en capital (transferts en capital et investissements). Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure habituelle de la valeur des biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée. On a calculé les dépenses publiques par habitant en convertissant les dépenses publiques totales en USD aux parités de pouvoir d'achat (PPA) OCDE/Eurostat pour le PIB et en divisant le résultat obtenu par la population du pays. La PPA correspond au nombre d'unités monétaires du pays B nécessaire à l'acquisition d'une même quantité de biens et de services dans le pays A.

Pour en savoir plus

Causa, O., J. Browne et A. Vindics (2019), « Income redistribution across OECD countries: Main findings and policy implications », *Documents d'orientation du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 23, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/3b63e61c-en>.

OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : France 2019*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/a0eee144-en>.

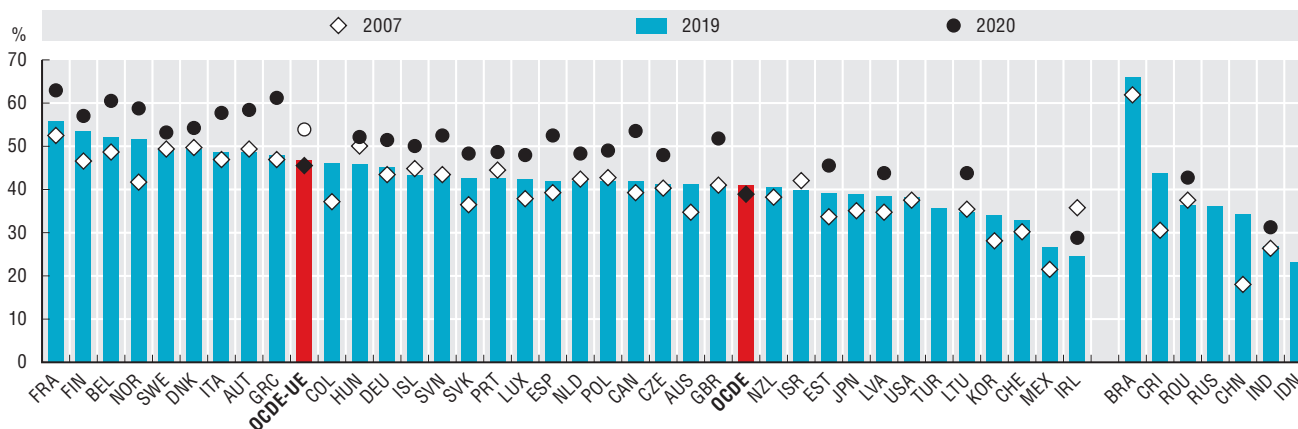
Notes relatives aux graphiques

Les données sur le Chili ne sont pas disponibles. Les données relatives à la Turquie ne sont pas prises en compte dans la moyenne de la zone OCDE en raison de l'indisponibilité de certaines séries chronologiques.

2.22 et 2.23. Les données relatives au Japon, au Brésil et à la Russie portent sur 2018 et non 2019.

2.24. Les données relatives au Japon et au Brésil portent sur la période 2007-18 et non 2007-19.

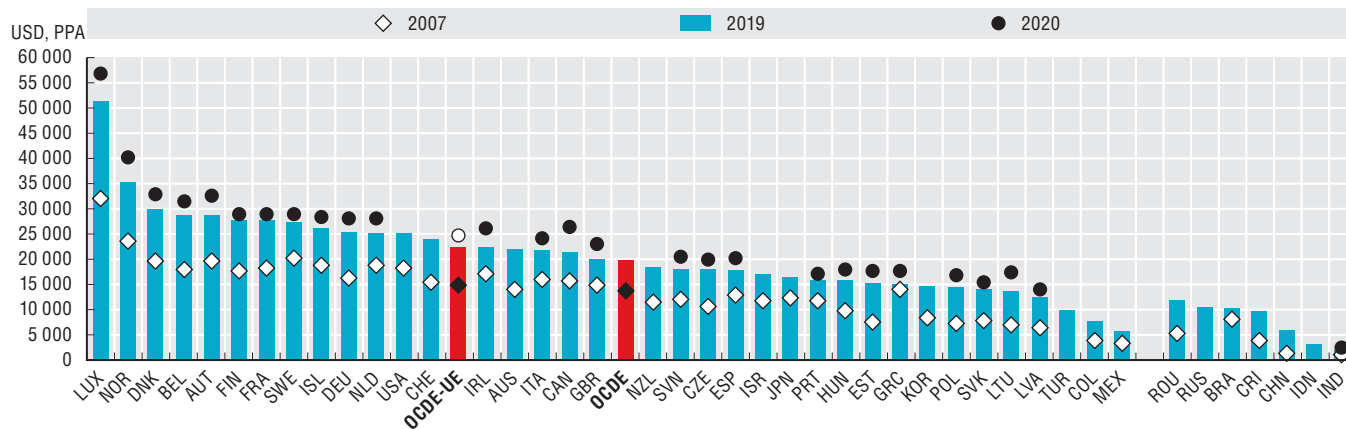
2.22. Dépenses des administrations publiques en pourcentage du PIB, 2007, 2019 et 2020



Sources : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données relatives à la Chine et à l'Inde sont issues des Perspectives économiques du FMI (avril 2021).

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934262771>

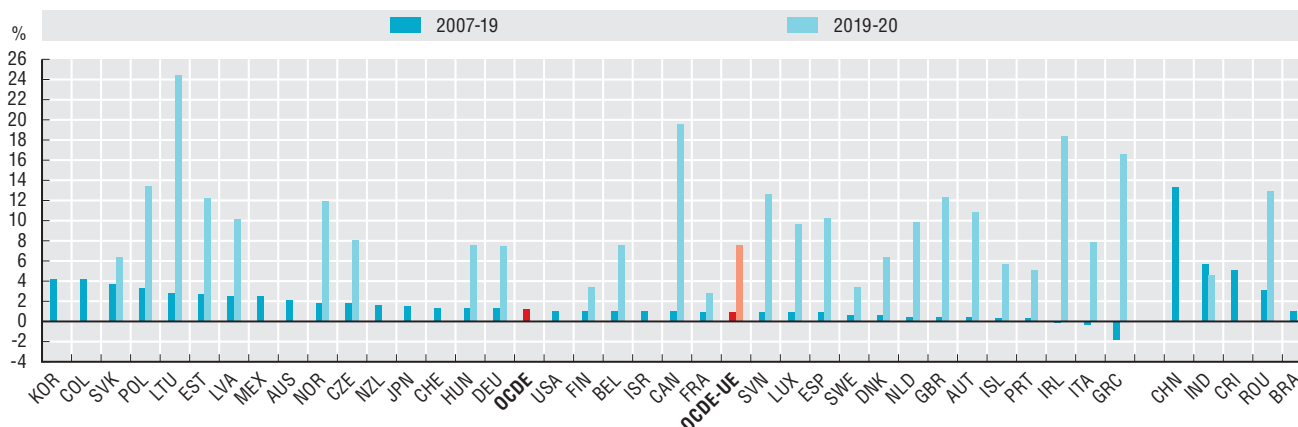
2.23. Dépenses des administrations publiques par habitant, 2007, 2019 et 2020



Sources : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données relatives à la Chine et à l'Inde sont issues des Perspectives économiques du FMI (avril 2021).

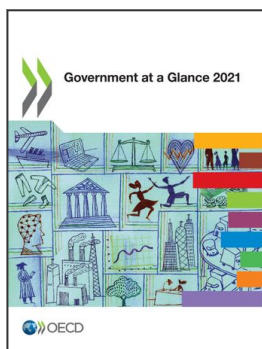
StatLink <https://doi.org/10.1787/888934262790>

2.24. Taux annuel moyen de croissance des dépenses publiques réelles par habitant, 2007-19 et 2019-20



Sources : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données sur l'Inde sont tirées des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (avril 2019).

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934262809>



Extrait de :
Government at a Glance 2021

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/1c258f55-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Dépenses des administrations publiques », dans *Government at a Glance 2021*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/c8d6c3e3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.